

Gauche

Alternative

Journal des Alternatifs Isère

ISSN 0998 8467



Édito

Attentat contre *Charlie Hebdo* : causes, conséquences, enjeux...

Sommaire

Attentat contre *Charlie Hebdo*
p.1

La gratuité des transports
publics : un impératif social,
écologique et sanitaire p. 3

Grenoble libérée demain de la
publicité p. 5

Hommage à René Vautier p. 5

Center Parcs : travaux suspen-
dus p. 5

Élections départementales :
position d'Ensemble! Isère p. 6

La Grèce en perspective p. 7

Informations sur ma mission en
Palestine p. 8

L'indépendance pour changer
d'Écosse p. 9

Calendrier p. 12



Les attentats odieux et criminels contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 – au cours duquel furent tués notamment les journalistes satiriques Cabu, Charb, Wolinski, Tignous, Honoré- et contre l'*Hypercashier* de la porte de Vincennes deux jours plus tard (quatre victimes) ont soulevé une vague profonde, immense de tristesse, d'indignation et de colère à travers le pays et même dans le monde. Ce massacre a été revendiqué par des individus se déclarant membres d'Al Qaida. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons que condamner sans réserve cette atteinte gravissime à la liberté d'expression qui fait partie intégrante des libertés publiques fondamentales. Nous étions des centaines de milliers dans la rue dès le 7 janvier pour exprimer spontanément notre révol- sion, notre émotion et notre solidarité aux victimes et à leurs proches, pour défendre la liberté d'expression. Ces rassemblements massifs et spontanés le soir même de l'attentat contre *Charlie Hebdo* témoignent de l'onde de choc qui a bouleversé le pays. Soyons clair : ceux qui ont perpétré cet attentat

Numéro 151

Février 2015

Prix libre



meurtrier sont des apprentis dictateurs. Comme leurs « frères » djihadistes et les tueurs de l' « État islamique » ils utilisent les divisions religieuses pour monter une fraction de la population contre l'autre. Ils cherchent à imposer leur pouvoir par la terreur d'abord et avant tout sur ce qu'ils appellent leur « communauté ». Les médias ont relayé les manifestations anti-Charlie en Tchétchénie, au Pakistan, au Niger, en Turquie ou en Algérie, confortant l'idée d'un « monde musulman » en guerre contre la France. Mais il n'y a pas « un monde musulman ». Ni l'Algérie, ni la Turquie, ni le Niger ne se résument aux quelques milliers de fanatiques qui ont défilé.

Une récupération et un détournement odieux

Lors des jours qui ont suivi ces premières mobilisations solidaires nous avons assisté à une opération de récupération politique de la part du gouvernement et du président de la république. Les initiatives prises au sommet de l'État visant à constituer d'en haut une « union nationale » autour de celles et de ceux qui mènent des politiques de régression sociale et démocratiques et des guerres dévastatrices et terriblement meurtrières au Moyen-Orient et en Afrique se sont multipliées. Bien sûr nous étions trois millions et demi de citoyen-ne-s dans la rue le dimanche 11 janvier à affirmer au-delà de nos appartenances, de nos « couleurs » et de nos identités notre refus de tous les racismes et notre profonde aspiration à une société pluriculturelle et solidaire. Mais nous avons aussi été nombreux à être ulcérés et révoltés par la présence dans les rues de Paris de sinistres « invités » : le dictateur africain Ali Bongo, le dirigeant turc Erdogan qui par haine anti-Kurdes n'a pas hésité à armer l'État islamique, Nétanyahou premier ministre israélien et son ministre des affaires étrangères Avigdor Liberman qui ont ordonné et justifié un véritable massacre contre la population de Gaza et qui accentuent chaque jour la politique de colonisation en Cisjordanie, sans oublier des représentants de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui livrent des armes aux djihadistes, et le patron de l'OTAN ! Cette manipulation, car c'en est bel et bien une, vise à faire oublier d'une part les causes sociales et économiques ici en France, et d'autre part la responsabilité des « dirigeants du monde », de ces pompiers pyromanes qui mettent la planète à feu et à sang.

Causes géopolitiques, économiques et politiques

Regardons d'abord du côté des causes qui relèvent de la longue durée et de la dimension internationale. La France est après les États-Unis la puissance la plus en guerre sur la planète, et celle qui est la première marchande d'armes par tête d'habitant. De l'Afghanistan à la Libye et à l'Irak, du Mali à la Centrafrique, et –

ce qui est moins connu- au Congo (RDC) pour les minerais stratégiques, les soldats français contribuent à semer la mort et le désastre aux quatre coins de la planète. Si des milliers de manifestants sont sortis dans les rues d'un nombre non négligeable de pays pour dénoncer la France, jusqu'à brûler des drapeaux français et des effigies de François Hollande, ce n'est pas seulement suite aux caricatures de Charlie Hebdo, mais c'est aussi pour dénoncer l'interventionnisme français tous azimuts. La fin des équilibres mondiaux issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS, couplée à une mondialisation capitaliste sur la baisse des coûts pour maximiser les profits, font de la maîtrise des matières premières (pétrole, uranium, minerais divers...) la cause principale des ingérences et des guerres contemporaines. Au-delà des justifications humanitaires, c'est bien d'abord pour sauvegarder « nos » intérêts, la maîtrise de l'uranium au Niger et au nord du Mali, « notre » accès au pétrole du Moyen-Orient que l'État français entreprend toutes ces guerres. Les principales mesures prises par François Hollande depuis les attentats contre Charlie Hebdo ont été l'augmentation des dépenses de « Défense » et l'intensification des mesures sécuritaires. On ne le soulignera jamais assez : les guerres menées par les puissances occidentales sont une des principales matrices de la bête immonde. Par ailleurs le soutien indéfectible à l'État d'Israël est une constante non seulement des États-Unis mais aussi de la France. « *Je resterai toujours un ami d'Israël* », a déclaré François Hollande lors de son voyage officiel en Israël en 2013. L'État d'Israël peut assassiner en toute impunité, expulser chaque jour des familles palestiniennes de Jérusalem-Est et de Cisjordanie en rasant leurs habitations, rien n'y fait... La logique du « deux poids, deux mesures » s'impose en permanence parce qu'Israël est le gérant local des intérêts occidentaux au Moyen-Orient. On a du mal à mesurer le sentiment très profond d'injustice que ressentent des populations entières, non seulement au Moyen Orient, mais aussi au Maghreb et même en France, notamment dans les quartiers populaires, face à cette négation absolue – et ce depuis les années 1948-50- des droits du peuple palestinien.

A ce contexte international se surajoute un contexte social et économique plus qu'inquiétant. On ne soulignera jamais assez fortement l'extrême fragilisation économique, sociale et même politique des classes populaires. La paupérisation et la précarisation massive sont devenues insoutenables dans les quartiers populaires où il n'est pas rare de dénombrer jusqu'à 50% des jeunes au chômage, sans formation, condamnés au mieux à des stages ou à des petits boulots temporaires sans perspective. Il en découle des rapports sociaux marqués par une tension et une violence grandissante contre soi et contre les proches. Cette exclusion et cette marginalisation socio-économique touchent fortement la composante issue de l'immigration des classes populaires, qui est confrontée aux discriminations racistes systémiques au niveau de la recherche

d'emploi, de logement, dans le rapport à la police et aux contrôles au faciès... Une telle matrice est à l'évidence propice à l'émergence de trajectoires nihilistes qui peuvent aller jusqu'à la tuerie à Charlie Hebdo. Extrêmement minoritaires, ces trajectoires n'en sont pas moins une production de notre système social et des inégalités et discriminations massives qui le caractérisent. À ce sujet, aucun changement de politique économique n'est envisagé par le gouvernement, notamment en direction de la réduction du temps de travail et de la redistribution des richesses.

Il y aurait bien d'autres commentaires et analyses à développer. Par exemple le slogan « Nous sommes tous Charlie » : que l'attentat contre Charlie Hebdo soit absolument condamnable, ça va de soi. Mais comment passer sous silence le rôle qu'a joué cet hebdomadaire dans la constitution du climat islamophobe d'aujourd'hui, avec ses dessins et ses rubriques consacrées très prioritairement à l'Islam et à Mahomet, comment

oublier ses odes à Bush dans les années 2001 et son approbation des guerres « anti-terroristes » en Afghanistan puis en Irak ? Comment oublier que le dessinateur humoriste Siné a été renvoyé par le directeur Philippe Val en 2006 pour cause d'« antisémitisme » et que la plupart des dessins qui se moquaient de la religion juive ont été censurés ? Comment oublier que la très forte tonalité « islamique » des numéros et des dessins de Charlie Hebdo ont contribué à créer un climat malsain...

Les temps qui viennent s'annoncent « lourds », difficiles, inquiétants... Pour stopper l'escalade, nous devons d'une part mettre fin à la violence des dominants, nous mobiliser pour stopper les guerres impérialistes en cours qui alimentent toutes les haines et rancœurs... Nous devons d'autre part développer – notamment dans les quartiers populaires- toutes les initiatives et tous les espaces pluriculturels et de solidarité... Autant de défis à relever...

La gratuité des transports publics : un impératif social, écologique et sanitaire

En septembre 2014, s'est créé le Collectif pour la gratuité des transports publics de l'agglomération grenobloise. Pour nous parler de cette problématique et de l'action de ce collectif, « Gauche alternative » donne la parole à Michel Szempruch, militant dans ce collectif. Pour compléter cette interview, « Gauche alternative » voulait donner en parallèle la parole à un représentant de la municipalité de Grenoble en la personne de Yann Mongaburu. Celui-ci a fait savoir qu'il n'était pas disponible ces jours-ci. Son interview devrait donc paraître dans le prochain numéro de « Gauche alternative ».



***Gauche alternative* - Pourquoi demander la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise ?**

Michel – Le collectif y voit trois raisons principales.

Il y a d'abord la question sociale. En effet, les transports représentent un coût très important dans le budget des foyers. Dans un contexte de crise où les revenus des gens diminuent pour l'immense majorité, la gratuité des transports est un enjeu très important,

notamment pour les personnes qui galèrent ou qui n'ont pas de voiture.

La seconde raison c'est la question de la santé. L'actualité ne cesse de nous parler de la pollution permanente de l'air. Fait aggravant, Grenoble étant située dans une cuvette le vent balaye moins la ville. Aussi, les particules fines et les gaz d'échappement s'évacuent plus difficilement qu'ailleurs. Selon certaines études, certes partielles, il y a un lien très net entre la pollution atmosphérique automobile et la santé des gens. Cette pollution-ci provoque des maladies pulmonaires et respiratoires. De plus, quand on voit l'explosion du nombre de cancers dans notre société, on ne peut pas imaginer que la pollution atmosphérique n'y contribue pas.

La troisième raison est la question écologique. La pollution des automobiles et des camions a un impact sur le réchauffement climatique. Si chacun n'agit pas localement pour réduire les gaz à effet de serre on va rencontrer de graves problèmes au niveau de la planète. La gratuité des transports publics est un bout de réponse à cet immense problème.

Je rajouterai un quatrième point. En effet, pour nous, la gratuité n'est pas qu'une réponse technique, c'est aussi

une réponse politique et culturelle : considérer la société différemment. Les transports publics c'est une autre manière de vivre ensemble. Des transports conviviaux préfigurent en effet une société qui privilégie le lien social. Ils permettent à toutes les générations de se croiser, et ce par opposition à une situation où chacun se retrouve isolé dans sa bagnole, bloqué dans des bouchons matin et soir.

Tu laisses donc entendre qu'il y a un lien entre la gratuité des transports publics et la diminution de la circulation automobile.

Oui, par exemple, à Aubagne (près de Marseille) la fréquentation des transports en commun a beaucoup augmenté. Les nouveaux usagers représentent 20% et les anciens usagers ont doublé le nombre de leurs déplacements. Cela s'est accompagné d'une baisse de l'usage la voiture.

Parle nous d'expériences de gratuité des transports publics dans certaines villes de France ou d'ailleurs?

C'est le cas de 27 villes françaises, même si les médias en parlent très peu. Il y a par exemple celui de Châteauroux dont l'initiative a été prise par un maire de droite. Tout près de chez nous, il y a Gap. À l'étranger, c'est le cas de Tallinn qui est la capitale de l'Estonie.

Toutes ces expériences se déroulent plutôt bien. Elles ont montré un attachement des gens à ce service. Elles contredisent certains mythes que l'on entend tels que celui qui veut que toute chose gratuite n'a pas de valeur. Dans l'Isère, les musées départementaux sont gratuits et pourtant les gens les respectent !

Comment financer la gratuité des transports publics ?

Il faut d'abord voir qui actuellement finance les transports publics. Les usagers ne payent qu'une petite partie du coût de manière directe : selon les villes, cette part se situe entre 3% et 15%. Le reste est payé par les impôts. Ce qui signifie que si on voulait basculer dans la gratuité totale, l'effort serait limité. Et ce d'autant plus que l'on économiserait tous les frais liés à la billetterie et aux contrôles.

Il est certain que, dans le cadre actuel des législations et de l'état des finances publiques, l'argent manque. Mais selon nous, il y a plusieurs réponses financières.

En premier lieu, on pourrait s'attaquer, par exemple, à l'immense évasion fiscale liée aux paradis fiscaux. Cet argent pourrait alors être redistribué dans toutes les collectivités qui seraient alors en capacité de financer la gratuité. Autre solution : renégocier, comme cela s'est fait dans la Région parisienne, le taux de la taxe transport que les entreprises payent déjà pour financer les transports publics. Peut-être faudrait-il la fixer davantage selon les bénéfices de l'entreprise. À ce sujet c'est aussi l'intérêt des patrons d'avoir des transports publics performants : cela évite à leurs salariés d'arriver en retard à cause des bouchons de circulation.

La dernière proposition est liée aux économies qu'apporterait un usage moindre de l'automobile. En effet, les voitures sont une charge pour les finances publiques : entretien des routes, sécurité routière,

accidents (frais d'hôpital). Réduire les transports individuels réduira mécaniquement les frais de la collectivité. Cette économie ainsi réalisée pourra être répercutée sur le financement des transports. De même, la réduction de la pollution liée à une baisse de la fréquentation automobile se répercutera très avantageusement dans les dépenses de santé. C'est pour cette raison que l'on s'adresse aussi à l'État qui doit prendre sa part de responsabilité pour financer la gratuité des transports publics.

De qui se compose le collectif et comment a-t-il été lancé ?

Ce collectif regroupe actuellement beaucoup de monde et nous comptons encore l'élargir aux mouvements citoyens, aux associations d'habitants et peut-être demain à des communes.

L'idée de sa création est venue au mois de juin 2014, suite à une réunion publique que le NPA avait organisée sur le sujet. La proposition avait alors été faite de créer un collectif d'associations, de syndicats et de partis partageant l'idée en question. Le cercle comprend aujourd'hui, au niveau syndical la CGT, la FSU, Solidaires, l'UNEF, l'UNL et Solidaires-étudiant ; au niveau associatif ATTAC, et la Maison des femmes ; au niveau des organisations politiques, plusieurs composantes du Front de Gauche (PC, PG, Ensemble), le NPA et les Alternatifs.

Le collectif tient beaucoup à pouvoir discuter avec les personnels de la SEMITAG parce que nous sommes conscients du fait qu'il y aura des reconversions à effectuer. Pour nous, il est hors de question de licencier du personnel. Comme la gratuité entraînera une fréquentation supérieure, il ne faudrait pas qu'elle se fasse sur le dos des conditions de travail des personnels. Ce collectif travaille très sérieusement depuis la rentrée de septembre. En termes de matériel, il a sorti une pétition¹, un tract ; il organise, le 24 février, une réunion publique à la Maison du tourisme de Grenoble.

Alors que des maires de l'agglomération grenobloise s'étaient prononcés lors de la campagne électorale en faveur, du moins partiellement, d'une telle gratuité, où en sont actuellement ces promesses ?

Dans cette campagne, des candidatures communistes avaient défendu la gratuité des transports publics. L'actuel maire de Grenoble, Éric Piolle avait promis la gratuité pour les 18-25 ans. Du côté de la municipalité de Grenoble on nous dit maintenant que puisque le Conseil général a réduit, de 11 millions d'euros, sa subvention au SMTC², elle n'a pas l'argent nécessaire. Il est vrai que c'est maintenant la métropole qui va prendre en main la gestion des transports publics.

Le collectif se mobilise pour convaincre les élus de l'agglomération et surtout l'ensemble de la population pour faire appliquer cette gratuité des transports. Il faut construire un grand mouvement citoyen qui lutte pour gagner.

¹ <http://gratuite-transports.ouvaton.org>

² Syndicat Mixte des Transports en Commun

Grenoble libérée demain de la publicité

Dans notre société, nous sommes partout sollicités et conditionnés par la publicité : à la télévision, à la radio, sur internet, dans les journaux, dans les boîtes aux lettres, au cinéma, dans la rue, sur les bus, dans les couloirs du métro parisien, sur les routes... Parce qu'elle est souvent mensongère, la publicité nous induit en erreur. De plus, elle incite fortement au consumérisme en propageant des modes et des produits qui sont loin d'être nécessaires. Le meilleur exemple est le déodorant : comme si le déodorant n'avait pas d'odeur ! Son rôle n'est que de couvrir certaines odeurs naturelles par une autre odeur qui, elle, est artificielle. Pourquoi l'odeur artificielle serait-elle meilleure que les odeurs naturelles ?

Alors qu'en France, les femmes cherchent à se colorer le teint, dans des pays asiatiques comme la Thaïlande, il y a d'importantes publicités pour les crèmes qui blanchissent le visage ! La publicité nous inciterait-elle à être l'opposé de ce que nous sommes ? Nous pousserait-elle à développer des complexes ? Ne contribue-t-elle pas à nous aliéner ? En utilisant l'humour, elle peut être sournoise, en particulier à l'égard des enfants. Par ailleurs, en poussant à la consommation, la publicité contribue à la croissance des productions inutiles et donc à la mise en cause de la survie de la planète. Elle participe aussi au surendettement des personnes prises aux pièges de la publicité et du crédit. La publicité n'étant pas à la portée de toutes les bourses, ce sont les entreprises ou les individus les plus fortunés qui l'utilisent. Elle contribue donc à renforcer le pouvoir de l'argent. Par exemple, les grands groupes industriels font pression sur le contenu des journaux où ils font passer de la publicité. Il est arrivé, par exemple, que des constructeurs automobiles cessent de contracter des publicités avec des organes de presse ayant rendu compte des grèves dans leurs entreprises de manière favorable aux grévistes.

Depuis des années, il existe des mouvements agissant contre la publicité. C'est notamment le cas des « déboulonneurs » qui barbouillent des panneaux publicitaires en public, ce qui leur a valu de nombreux procès. Ceux-ci ont permis de poser le problème sur la place publique. A Grenoble, l'association « Paysages de

France » a organisé de nombreuses actions où nous étions présents. Par ailleurs, des sections syndicales d'enseignants se sont opposées à l'introduction de la publicité dans leur établissement scolaire.

Dès 1977, nous les écologistes et autogestionnaires de Grenoble, avons indiqué, dans notre programme électoral municipal, la suppression des panneaux publicitaires Decaux. Cette idée fut reprise par la liste du « Rassemblement Citoyen de Gauche et Écologiste » à l'élection de 2014. Il faut saluer la décision par la nouvelle équipe municipale issue de cette liste de supprimer ces panneaux qui défigurent la ville.

Jean-François Le Dizès

Hommage à René Vautier

René Vautier, l'indompté, l'indomptable, ce résistant d'abord sous l'occupation nazie, ensuite contre tous les colonialismes, notamment auprès du peuple algérien, avec sa caméra – son arme - en bandoulière. Son œuvre cinématographique exceptionnelle : « *Afrique 50* » en 1950, « *Algérie en flammes* » en 1957, « *Avoir 20 ans dans les Aurès* » en 1972 et bien d'autres chefs d'œuvre. Toujours animé de la même foi, il s'engage aux côtés des immigrés en lutte pour leurs droits et leur dignité, des résistants anti-apartheid avec son film « *Front-line* ». Mille fois il a risqué sa vie pour que le monde sache, mille fois il a été censuré... Ne s'inclinant devant aucune autorité, ne recherchant ni la gloire ni les privilèges, il sut toujours garder cette indépendance d'esprit et de courage qui l'amène plusieurs fois à braver tous les pouvoirs. Le pouvoir colonial français bien sûr mais aussi le jeune pouvoir algérien après l'indépendance quand son éthique l'exigeait.

René Vautier, caméra au poing, s'en est allé vers d'autres horizons et d'autres combats, nous en sommes sûrs. Et de là-haut il nous filme en contre plongée, le sourire aux lèvres. Salut René !

Jo Briant

Center Parcs : travaux suspendus

Depuis le dernier article paru dans « Rouge et Vert » de décembre 2014, l'affaire de Center parcs a évolué.

À l'occasion du rassemblement des opposants à Center parcs le 30 novembre 2014 à Roybon, une ZAD (Zone À Défendre) s'est installée sur le site. Les zadistes ont squatté une maison forestière inoccupée, appartenant à l'Office National des Forêts. Leurs interven-

tions sur les chantiers ont poussé les travailleurs qui défrichaient la forêt à cesser leur travail. Celui-ci n'a pas repris depuis.

De leur côté, les pêcheurs de la Drôme qui dépendent des eaux des Chambarans sont également montés au créneau pour s'opposer au projet de Center Parcs.

Parallèlement, les pro-Center Parcs se sont mobilisés et



ont organisé, eux aussi, une manifestation début décembre sur le site mais il n'y eut pas d'incidents avec les zadistes, la gendarmerie faisant tampon.

Sur ce, a eu lieu, mi-décembre, l'audience au Tribunal Administratif qui devait statuer sur l'autorisation donnée par le Préfet d'entamer les travaux. Le jour de l'audience, il y avait beaucoup de monde sur la place de Verdun de Grenoble, à proximité du Tribunal Administratif. Les deux camps étaient face à face, séparés par des barrières installées par la police. Mais le camp des opposants était plus nombreux.

Il faut rappeler que le projet de Center Parcs prévoit la construction de 1 021 cottages pouvant accueillir 5 500 personnes, un parking de 2 088 places et un « Aquamundo » qui est une bulle tropicale de 9 000 m³ chauffée à 29° toute l'année. Tout ça sur 201 hectares du site naturel des Chambarans, dont 110 de zones humides. Le projet pose des problèmes aussi en matière de fourniture d'eau car la fréquentation maximale aurait lieu l'été, donc en période « sèche ». Or, ces dernières années, plusieurs arrêts « sécheresse » ont été pris.

Le 23 décembre, le Tribunal a rendu son verdict : « suspension des travaux du Center Parcs des Chambarans au titre de la loi sur l'eau ».

Depuis, la société promotrice du projet, « Pierre et Vacances » a décidé de se pourvoir en cassation. De son côté la ZAD s'organise de mieux en mieux. Elle construit des cabanes aussi bien au sol pour empêcher les engins de passer, que dans les arbres pour éviter que ceux-ci soient abattus. Ils reçoivent de la part des agriculteurs de la région un grand soutien alimentaire

Jean-François Le Dizès

Élections départementales : position d'Ensemble! Isère

Les 22 et 29 mars prochain aura lieu l'élection des nouveaux conseillers départementaux en France. En Isère redécoupée en 29 nouveaux cantons, c'est autant de couples de conseillers départementaux qui sortiront des urnes et permettront pour la première fois d'avoir une assemblée départementale à parité hommes-femmes. Quant à avoir la parité dans son exécutif, il s'agira d'un autre combat à mener...

Les Alternatifs-Isère partie prenante du mouvement Ensemble! ne sont pas restés spectateurs de la campagne électorale en cours. Très tôt, nous avons cherché à construire le Rassemblement de la gauche et des écologistes sur la base d'un « appel citoyen pour une Isère solidaire et écologique » auquel nous avons largement contribué. Mais l'union indispensable des mouvements vraiment de gauche et écologistes a été rompue après le vote au conseil général par des élus du groupe communiste du budget 2015 en retrait sur le social tout en renforçant son soutien à Center Parcs et au plan Nano 2017. Des composantes du Rassemblement départemental ont alors considéré que ces votes d'élus contraires au programme qu'ils sont censés défendre avait rompu de fait l'union espérée.

Les Alternatifs et Ensemble! Isère ont alors tenté sans succès de refaire l'unité. Devant le refus de certains partenaires de se remettre autour d'une table, nous avons alors décidé de nous retirer de ce temps électoral en publiant un communiqué dont les extraits suivent (communiqué d'Ensemble 38 du 19 janvier 2015) :

« Nous ne voulons pas esquiver le problème posé par le vote de certains élus PCF au Conseil Général, mais cela doit nous amener à une réflexion sérieuse sur le rapport entre les élus, les organisations politiques et les citoyens. Compte-rendu de mandats, explications de votes, non-cumul de mandats, ... ces questions se posent à l'évidence à l'ensemble des forces politiques engagées dans le rassemblement.

Les politiques d'austérité mises en œuvre à l'échelle nationale comme à l'échelle du Conseil Général de l'Isère ont des conséquences désastreuses pour les populations. Surmonter nos divisions et déclarer ensemble notre ferme opposition commune à ces politiques aurait dû être un impératif s'imposant à tous. Nous constatons que ce n'est pas le cas. Nous le regrettons.

Placé devant cette situation, Ensemble 38 a pris la décision de ne pas contribuer à la division des forces politiques de progrès et écologiques : nous ne participerons pas à la campagne des élections départementales en l'absence de ce regroupement large qui devrait prévaloir en regard des exigences de la situation politique. »

Mais les Alternatifs seront présents dans les débats pour exiger que le Conseil Général arrête sa politique d'austérité et renforce son action sociale au vu de la montée de la précarité tout en rompant avec les politiques de prestige qu'il a défendues jusqu'ici.

Gilles Kuntz

La Grèce en perspective

Depuis quatre ans, la Grèce est devenue le laboratoire des politiques d'austérité. Exigées par la Troïka (Banque centrale européenne, Commission Européenne, Fonds Monétaire International) contre des sommes d'argent qui servent à rembourser les intérêts de la dette, ces politiques ont amené une récession économique sans précédent, une paupérisation de plus de la moitié de la population, une réelle crise humanitaire.

Mais en même temps, elles ont pu montrer clairement qu'il ne s'agit pas d'une erreur, car en fait ces politiques obéissent à une stratégie néolibérale qui a trois objectifs.

Tout d'abord, il s'agit d'un abaissement drastique du coût du travail. Il y a eu en Grèce en effet une dévaluation interne avec l'importante baisse des revenus des salariés du public et du privé ainsi que des retraités

Le deuxième objectif fut le démantèlement des services d'État et d'intérêt commun qui avec le licenciement de milliers de fonctionnaires a presque entièrement détruit l'éducation et la santé.

Le troisième objectif concerne l'accroissement du grand capital par les profits générés par dépossession comme l'analyse David Harvey. Il s'agit de l'abaissement du seuil d'imposition des bas revenus et d'une série de privatisations des transports, de l'énergie, de l'eau, des ports, des aéroports et plus récemment de la mise en vente des littoraux et des terres du pays. Ces privatisations se font par une organisation appelée avec la novlangue libérale « *Caisse de mise en valeur de la fortune publique* » !



De plus, des milliers d'expulsions des logements et la vente publique de ceux-ci pour dette à l'État et aux banques, accentuent le désarroi dans un pays où la vie est très chère, puisque presque tout – même le citron et l'ail – est importé. C'est la conséquence de la politique agricole commune de l'Union européenne qui a produit un abaissement catastrophique de l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, pour une population de 11 millions d'habitants, il y a eu une diminution d'un million de

personnes en raison de l'émigration, la baisse de la natalité et l'augmentation de la mortalité infantile.

Mais en même temps, un mouvement social, varié et multiforme a vu le jour.

Une grande partie de ces luttes est basée sur l'auto-organisation, comme ce qui s'est passé après la fermeture de l'audiovisuel public, l'ERT, depuis juin 2013. Les journalistes, dès le premier jour, ont continué leur travail par des bulletins d'information visibles par internet, d'abord aux studios d'Athènes et quand ceux-ci ont été fermés par les CRS grecs en novembre 2013, aux studios de Salonique. La qualité d'informations variées et pluraliste produites par ces journalistes auto-gérés qui ne subissent plus de contrôle gouvernemental est étonnante. Le journal du soir « *de l'ERT libre* » est un lieu de diffusion de toutes les luttes citoyennes et c'est exemplaire surtout quand on pense que c'est fait par des personnes qui ne sont pas payées depuis un an et demi, mais « *peuvent regarder leurs enfants dans les yeux* » comme elles disent. C'est par l'auto-organisation aussi qu'un groupe de journalistes parvient à diffuser chaque jour son journal *Efimerida ton Syntakton* qui par son sérieux a une audience remarquable.

Si la catastrophe sanitaire a été diminuée en Grèce, c'est en raison de l'émergence de 50 dispensaires sociaux auto-gérés qui prennent en charge partout dans le pays les personnes sans revenu et sans couverture sociale qui dépassent actuellement la moitié de la population. La nombreuse population immigrée, prisonnière dans le pays par les accords de Dublin II qui leur interdit de traverser les frontières, fréquente également ces dispensaires dont l'existence est une réponse originale au démantèlement de la santé.

C'est par l'autogestion qu'ont aussi répondu les ouvriers de l'usine Biome, quand les propriétaires l'ont abandonnée. Ils ont repris la production avec un souci écologique de qualité et un grand désir de faire connaître leur modèle de fonctionnement par rotation des tâches et décisions prises en assemblée générale. Ils sillonnent le pays pour vendre leurs produits de nettoyage, mais aussi pour montrer que l'on peut produire sans patron. Pour le moment, ce sont surtout des épiceries et des librairies solidaires qui naissent.

La lutte des 595 femmes de ménage licenciées par le ministère des Finances, constitue une action de réelle avant-garde. Elles campent à tour de rôle devant le ministère et sont présentes avec leurs slogans, leurs drapeaux, leurs gants de ménage rouges et leur parole enflammée dans tous les rassemblements partout dans le pays. C'est une lutte féministe d'une extraordinaire combativité.

Le très grand nombre d'assemblées populaires de quartier, mais aussi d'autres collectifs est la suite du mouvement des places de 2011, initié par l'assemblée

de la place Syntagma. Elles fonctionnent par réunions hebdomadaires et s'occupent d'organiser des cuisines collectives, du soutien scolaire, des bazars de troc, mais elles se mobilisent aussi pour empêcher les expulsions des logements, de rétablir le courant électrique, s'opposer aux privatisations en essayant de faire vivre leur mot d'ordre : « *personne ne doit rester seul dans la crise.* » Le mouvement social est en osmose avec le parti de la gauche radicale Syriza qui a eu l'intelligence de soutenir et d'encourager les initiatives citoyennes, ce qui peut expliquer son impressionnante ascension qui

l'a fait passer de 4% à environ 30% des suffrages. Mais il est vrai qu'il a aussi su rompre d'une manière définitive les liens avec les socialistes du Pasok. La perspective d'une victoire électorale proche de Syriza qui comme parti majoritaire pourra former un gouvernement est un espoir pour le peuple grec, mais aussi pour les peuples de tous les pays de l'Union européenne.

*Article écrit avant la victoire de Syriza
Lena Grigoriadou*

Informations sur ma mission en Palestine



Voici quelques informations sur ma mission en Palestine dont un des objectifs a été notre participation à la Conférence Internationale sur le thème : les autorités locales au cœur de l'état palestinien. Cette conférence s'est déroulée les 21 et 22 novembre à Ramallah, puis les organisateurs nous ont fait visiter les villes palestiniennes de Hébron et Bethléem le 23 novembre. Les 24 et 25 novembre la délégation de Grenoble s'est rendue à Bethléem pour rencontrer Suzan Sahori, responsable de *Bethleem Fair Trade Artisans* avec qui nous avons une coopération très poussée. Nous avons rencontré également les guides palestiniens que nous avons formés, la directrice du centre de santé mentale, des responsables de l'université, des responsables de la formation des infirmières coopérant avec des établissements hospitaliers de Grenoble. Le jumelage Grenoble-Bethléem fera l'objet d'un compte rendu plus précis par le service et moi-même lors d'une réunion du groupe RCGE (Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Écologistes).

Dès le 20 novembre les difficultés ont commencé à l'aéroport de Tel Aviv : certaines délégations ont été retenues, dont un adjoint au maire d'Aubervilliers pendant cinq heures. Nous n'avons pas eu ce problème, si ce n'est une fouille en règle à Zurich et une fouille de nos valises sans notre présence.

Lors de cette conférence tous les participants étaient d'accord pour la fin de l'occupation. Les maires des grandes villes palestiniennes telles que Naplouse, Jéricho, Bethléem, Ramallah, Hébron ainsi que beaucoup d'autres communes plus petites étaient présents. Vingt-deux villes françaises étaient présentes. La délégation française était la délégation la plus importante. Des grandes villes du Danemark, d'Italie, des Pays-Bas, de la Suède, d'Allemagne, d'Angleterre, ... étaient également présentes, ainsi que le maire de Johannesburg.

Les thèmes les plus souvent abordés ont été la décentralisation et la relation des villes au futur État palestinien, les problèmes de liaison entre les villes, le problème de l'eau actuellement achetée à Israël, l'électricité, la gestion des déchets, la reconstruction de Gaza. A été également évoquée la place des jeunes et des femmes pas encore assez présents dans le processus de construction de l'état palestinien. La maire de Bethléem, Vera Baboun a mis l'accent sur l'importance de la place des femmes. C'est une femme au charisme exceptionnel. Elle a été très applaudie lors de la conférence. Elle a également évoqué le mur de huit mètres de haut surmonté de fil de fer qui entoure Bethléem, et la présence de soixante-dix mille colons israéliens autour de la ville.

J'ai été également très frappé par le témoignage du maire d'Hébron, qui a évoqué la présence de quatre cent colons protégés par l'armée israélienne qui occupent le centre ville et utilisent des rues inaccessibles aux palestiniens. La situation est épouvantable, j'ai pu le vérifier, j'ai dû passer par des tourniquets et des portiques de sécurité ainsi qu'un long couloir équipé de caméras. La ségrégation est au cœur de cette ville.

La Palestine compte cinquante-six universités, de nombreux jeunes sont donc diplômés. On déplore cependant un chômage massif.

En dépit de toutes ces difficultés, les Palestiniens ne veulent pas être considérés comme des victimes. Au contraire j'ai constaté un volontarisme et une énergie très importante pour construire ce pays.

Au cours de la conférence, a été également abordée la question des zones A, B et C, les zones C étant les territoires les plus occupés par Israël, où les Palestiniens

ne peuvent ni investir ni construire. Le problème de la zone agricole de Cisjordanie est également très préoccupant. Vingt-sept mille colons y sont présents et empêchent les palestiniens de cultiver les terres. Hanan Ashrawi, un des personnages les plus importants de l'OLP a rappelé la violation des droits internationaux. Elle demande à l'Europe et aux États-Unis d'envoyer un message clair à Israël afin de l'obliger à arrêter la colonisation et à reconnaître les frontières de 1967. (22% seulement du territoire de la Palestine) Elle prône un État palestinien multipartis et insiste sur l'importance de la solidarité internationale.

La coopération avec Bethléem et les trois axes retenus feront l'objet d'un compte rendu ultérieur.

Ce qui m'a le plus interpellé au cours de cette mission :

– la volonté des femmes palestiniennes à Bethléem, leur énergie, leur dynamisme, leur détermination.

– le nombre de Palestiniens ayant effectué de nombreuses années de prison pour des raisons politiques.

– le courage exceptionnel, inouï de jeunes Palestiniens qui mènent un combat non-violent dans une expérience hors du commun appelée « la tente des nations » à Bethléem. (je reviendrai sur cette expérience ultérieurement)

– les difficultés de la vie quotidienne pour les Palestiniens. J'ai pu les mesurer en prenant les transports en commun : contrôles armés aux check-points, panique et stress que cela suscite.

– l'arrivée à Jérusalem dans un bus palestinien qui circulait sur une voie séparée, à côté d'une voie de bus et d'une voie de tram israéliens dans lesquels les Palestiniens ne montent jamais.

Le seul espoir c'est la reconnaissance de l'État palestinien avant qu'il n'y ait plus de terre. Des contacts se nouent entre jeunesse israélienne et palestinienne, c'est aussi un espoir.

le 30 novembre 2014

Bernard Macret, adjoint aux solidarités internationales à la mairie de Grenoble

L'indépendance pour changer d'Écosse

Un trimestre après le référendum écossais, je me suis rendu en Écosse pour tenter de connaître les raisons du désir d'une grande partie de la population de prendre son indépendance à l'égard de Londres. En résidant dans les îles Shetlands et surtout à Glasgow, j'ai tenté, durant quinze jours, de recueillir des témoignages sur ce qu'il en est.

D'où vient l'idée d'indépendance ?



Annexée par l'Angleterre en 1707, l'Écosse a connu un renouveau national à partir des années 1970. Le premier aboutissement de ce mouvement fut, en 1978, le référendum sur une certaine autonomie de l'Écosse, qui comportait la création d'un Parlement écossais. Mais cette proposition fut rejetée par les Écossais à raison de 51,6%*.

Mais c'est la politique économique néolibérale menée par Margaret Thatcher à partir de 1979 qui a servi de véritable levier au désir d'émancipation des Écossais à

l'égard de l'Angleterre. En effet, cette politique a cassé le socle industriel de l'Écosse : chantiers navals, houillères, sidérurgie, textile, même si la création d'emplois dans l'électronique et les banques ont en partie compensé les pertes. Par ailleurs, Margaret Thatcher a imposé, à la fin des années 1980, la « poll tax », qui est un impôt égal pour chaque individu quels que soient ses revenus, à la seule Écosse. 700 000 citoyens, répondant à l'appel au boycott ont alors été poursuivis pour non-paiement¹. À titre de comparaison, l'Écosse compte aujourd'hui 5,2 millions d'habitants². Après sa généralisation à l'ensemble du Royaume-Uni, la poll tax tombera en même temps que Margaret Thatcher.

Ce réveil écossais est apparu lors du sommet européen d'Édimbourg en 1992, où 25 000 personnes ont manifesté pour la démocratie en Écosse³. Il aboutira à un nouveau référendum en 1997 pour un projet d'autonomie semblable au précédent. Mais cette fois-ci, les Écossais ont répondu massivement « yes » à raison de 74%*.

Ainsi, en 1999, un Parlement écossais a vu le jour. À sa dernière élection, celle de 2011, le SNP (Scottish National Party) a remporté la majorité absolue des sièges. Et le Premier ministre écossais alors investi, Alex Salmond a décidé d'organiser un référendum sur l'indépendance de l'Écosse.

L'état des lieux

Durant mon séjour en Écosse, le particularisme écossais ne m'a pas sauté aux yeux. En effet, on y trouve la même architecture qu'en Angleterre, le même urbanisme riche en parcs verts, une gastronomie semblable (fish and chips), les mêmes pubs. Je n'ai vu aucun kilt. Si certaines populations parlent le scott ou le gaélique, l'anglais est la langue maternelle de l'énorme majorité des Écossais, même si j'ai pu voir sur des panneaux indiquant les lieux géographiques l'écriture en deux langues (anglais, gaélique). J'ai remarqué dans les librairies l'importante place donnée aux livres consacrés à l'Écosse, à son histoire et à sa littérature. Si la confession majoritaire est l'Église presbytérienne, calviniste, indépendante de l'Église anglicane, les Écossais ne sont pas plus pratiquants que les Anglais. Les congés, liés aux fêtes de fin d'année sont encore plus longs qu'en Angleterre. L'importante présence anglaise (407 000 Anglais de la première génération en 2001[▼]) ne peut que rapprocher les deux sociétés. Cependant, le syndicaliste des STUC (Scottish Trade Union Congress) que j'ai personnellement rencontré m'a affirmé que l'identité écossaise avait joué un certain rôle dans le score du « yes » au référendum de 2014, que le système d'Éducation et la police étaient différents d'Angleterre.



Comme les Anglais, les Écossais subissent la politique néolibérale de « Westminster » depuis plus de trois décennies. La société connaît donc une augmentation des inégalités. Par exemple, de 2008 à 2013, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté de 255 000 à 280 000[▲] et le nombre de chômeurs, de 50 000[▲]. Les indemnités de chômage ont été réduites en 2012. Au niveau agricole, 432 « landlords » possèdent la moitié des terres écossaises. Mais c'est au sujet du logement que le problème paraît le plus aigu : six adultes sur dix ont des difficultés pour payer leurs frais de traites ou de loyer[•] ; les loyers sont en effet très chers. Si bien qu'en matière d'inégalités, dans l'échelle de l'Union Européenne, l'Écosse se trouve entre le 8^e et le 9^e État les plus inégalitaires parmi les 28[▲].

Alors qu'en Angleterre, les universités sont devenues très chères, en Écosse elles sont restées gratuites.

L'Écosse m'est apparue plus écologique que l'Angleterre ou que la France. Aidées par la géographie, les énergies renouvelables sont très développées et ce malgré la présence d'importantes ressources d'hydrocarbures dans la mer du Nord : 39% de la production électrique provient des énergies renouvelables[▼]. La captation de l'énergie solaire est en forte progression : le nombre de maisons ainsi équipées, qui est actuellement de 35 000[•], a été multiplié par 69 depuis 2010[•]. Contrairement à l'Angleterre, l'Écosse ne possède aucune installation nucléaire civile.

Dans une ville comme Glasgow, on trouve à beaucoup de carrefour des indications de direction concernant les piétons et les cyclistes. La Clyde est enjambée par un certain nombre de ponts spécifiques à ces moyens de déplacement. Alors que la densité de population en zone rurale est faible, un dense réseau ferré y a été maintenu.

Une campagne électorale très intense

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, le 18 septembre 2014, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Tous les témoignages que j'ai recueillis montrent que la campagne électorale a été d'une très forte intensité. Si elle a duré plus de deux ans, elle s'est accélérée durant les deux derniers mois. Dans les pubs, on ne parlait que de cela, m'a-t-on dit. Le sujet provoquait de nombreuses discussions aussi au sein des familles, et ce d'autant plus que les 16-17 ans avaient le droit de vote. Les personnes qui d'habitude se désintéressaient de la politique se mêlaient aux discussions. De nombreuses femmes, prises habituellement par les tâches ménagères, ont, cette fois-ci, cherché à se faire une opinion et n'ont plus systématiquement voté comme leur mari. Durant mon séjour, j'interrogeais souvent les personnes que je rencontrais dans les cafés ou ailleurs. Jamais une de ces personnes n'a refusé de me répondre. Quasiment toutes avaient leur opinion sur la question.

La campagne des partisans du « yes » a été beaucoup plus forte que celles des partisans du « no ». Alors qu'en Écosse les manifestations sont plutôt rares, durant la campagne, on m'a rapporté qu'il y avait des stands à de très nombreux coins de rue avec distribution de tracts et incitation à la discussion. Des projets communautaires y étaient discutés. La place centrale de Glasgow, « George Square » était, ai-je lu, « transformée en place Tahrir » : on y chantait, y brandissait des drapeaux. Sur beaucoup de maisons était exposée une affiche « yes ». Lancée par des partis politiques nationaux (SNP), écologistes (Scotland Greens) et d'extrême-gauche (Scottish Socialist Party), la campagne en faveur du « yes » a été fortement relayée par des organisations créées à l'occasion : RIC (Radical Independence Campaign) « Femmes pour l'indépendance », « Agriculteurs pour l'indépendance », « Génération pour le oui », « Asiatiques pour le oui »... De nombreux artistes se sont engagés en faveur du « yes ». Pour ces forces-là, il ne s'agissait pas uniquement de

changer de drapeau mais de construire une « autre Écosse ». Ainsi, parmi les principaux thèmes de campagnes on trouvait la renationalisation des chemins de fer et de la Poste, la gestion de l'énergie par les collectivités locales, la décentralisation, la réforme agraire, le désarmement nucléaire. Selon les sondages, il apparaît que la grande majorité des personnes qui ont voté « yes » étaient favorables à la redistribution des richesses et à la propriété publique. Parmi les personnes que j'ai interrogées, celles qui ont voté « yes » me disaient être saoulées par la politique des Conservateurs et trouver le pouvoir de Westminster inabordable. Parmi celles qui ont voté « no », certaines craignaient pour le versement de leur pension de retraite, d'autres étaient favorables au « *best together*³ ». Les forces politiques défendant le « no » étaient les partis britanniques : conservateurs, travaillistes, libéraux. Ils avaient le soutien de la presse et de la BBC, qui est restée entre les mains de Londres. Quant aux STUC, organiquement liés au Parti Travailliste, ils n'ont pas pris position compte tenu des divergences internes.

Craignant que le « yes » l'emporte, le Premier ministre britannique David Cameron est venu en Écosse à la veille du scrutin, pour promettre une importante augmentation du nombre de domaines dévolus à l'Écosse, notamment en matière financière, en cas de victoire du « no ». Ce qui a fait pencher la balance en faveur de ce côté-ci à raison de 55% au moment du scrutin. La participation électorale a été à la mesure de la campagne : avec un taux de 85%* (contre 50% aux dernières élections au Parlement écossais[▲]), elle a battu tous les records. Si Glasgow a voté « yes » à raison de 53%[▶], les îles Shetlands ont voté « no » à 63%[♦]. Il apparaît que ce sont les couches les plus défavorisées et les jeunes qui ont voté le plus « yes » : 79% des 16-17 ans[•].

L'après-référendum

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les vainqueurs du référendum n'ont aucunement fêté leur victoire. Ce sont au contraire les partisans du « yes » qui ont alors occupé la rue : notamment le 12 octobre où, à l'appel du RIC, 7 000 personnes se sont rassemblées à George Square de Glasgow pour dire que ce n'était que partie remise. Le processus d'évolution vers une société alternative serait-il enclenché ? Des expériences comme le groupe de personnes qui veulent cultiver collectivement des plantes vivrières dans l'île de Lewis apparaissent. Les partis politiques favorables au « yes » se sont énormément renforcés : le SNP, le Scotland Green et le Scottish Socialist Party ont multiplié leur nombre d'adhérents respectivement par 3,7[•] ; 4,6[•] et 4[•]. Les jeunes se sont politisés : par exemple, la proportion des moins de 30 ans parmi les adhérents au SNP est passée, en 2014, de 10% à 20%[•]. Il en est de même pour les femmes : leur proportion dans le même parti est passée de 33% à 44% durant

l'année[•]. Un groupe comme « Femmes pour l'indépendance » continue ses activités en étendant ses centres d'intérêt comme à celui de l'augmentation de la population carcérale féminine.

En novembre 2014, a été créé un nouveau quotidien, « The National » qui se dit « *journal qui soutient l'indépendance écossaise* ». L'histoire commence à être réécrite. Par exemple, on assiste à la réhabilitation du Thomas Muis, intellectuel écossais qui, au moment de la Révolution française défendait des idées démocratiques et qui pour cette raison a été condamné au bagne en Australie.

Si à la suite de l'échec du référendum, le Premier ministre a donné sa démission, son successeur Mme Nicola Sturgeon parle maintenant de réforme agraire, de réduction de loyer, de décentralisation, d'un meilleur accès à l'Éducation pour les travailleurs.

La commission Smith qui, nommée par Londres, travaille sur un accroissement de domaines dévolus à l'Écosse a fait des propositions qui ne sont pas à la mesure des promesses de David Cameron. En effet, elle ne prévoit aucune dévolution en matière du droit du travail tandis que seulement 30% des rentrées fiscales et 15% des crédits consacrés au welfare⁴ seraient dévolus. Ainsi, une personne qui m'a affirmé avoir voté « no » a rajouté que si c'était à refaire elle voterait « yes » du fait que les promesses ne sont pas tenues.

Par ailleurs, l'information sur les nouvelles découvertes d'hydrocarbures dans la mer du Nord a été cachée avant le référendum pour tenter de prouver que l'Écosse n'était pas en mesure de supporter le paiement de ses pensions de retraite.

Enfin, l'Écosse doit toujours supporter la politique économique d'austérité de Westminster, qui maintenant réduit fortement ses subventions aux municipalités : 40 000 emplois sont en jeu[•].

Dans ces conditions, selon un sondage, 51% des citoyens sont favorable (29% contre) à une « devo max »[•], c'est-à-dire à une dévolution totale en dehors de la Défense nationale et des Affaires étrangères.

Janvier 2015

Jean-François Le Dizès

Auteur de « *globe-trotter, carnets de voyage d'un burlingueur militant* », 2007, Éditions L'Harmattan

Sources chiffrées

* « L'Écosse, vieille nation, jeune État » de Jacques Leruez, 2002 ; Éditions Armeline

▼ « The scottish nation, a modern history » de TM Devine, 2012; Éditions Penguins books. Londres

■ Wikipédia

◀ « Poverty in Scotland, the referendum and beyond, 2014 » ; Éditions CPAG. Londres

• Le quotidien « The National » Écosse

▼ Site : <http://www.smartplanet.fr/smart-technology/anergies-renouvelables-aolien-offshore->

³ Meilleur en étant ensemble

⁴ Aide sociale

record-en-ecosse-projet-volt-gaz-volt-mafia-allemande-et-grace-24752/

* « Disunited Kingdom, how Westminster won a referendum but lost Scotland » de Iain Macwhirter, 2014

▲ BBC

► Le quotidien « Le Monde »

♦ Le quotidien « The Shetland Times », Écosse

Calendrier

Quand	Quoi	Où
<i>Jeudi 5 février</i> 18h	Conférence-débat sur TAFTA (Traité de libre-échange UE-USA), organisée par l'Université populaire	Maison de l'International Grenoble
<i>Jeudi 5 février</i> 18h30	Café citoyen sur la santé organisé par le Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes	Pavillon sud Caserne de Bonne 55 boulevard Gambetta Grenoble
<i>Jeudi 5 février</i> 20h15	Conférence-débat sur la contamination radioactive des aliments en situation accidentelle avec Jacqueline Collard et Roland Desbordes, organisée par la CRIIRAD	Maison des Associations Grenoble
<i>Samedi 7 février</i> 10h	Grande journée de mobilisation contre center parcs (pique nique, construction cabanes...)	Roybon Bois des avenières
<i>Mardi 10 février</i> 18h	Conférence-débat sur la monnaie complémentaire , acte 2 : de la théorie à la pratique avec Jean-François Ponsot et Olivier Truche ; organisé par le Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes	Maison des Habitants du Vieux Temple Grenoble
<i>Mercredi 11 février</i> 20h	Réunion du comité de soutien grenoblois à la ZAD des Chambarans	Salle des Tickets, place Saint-Bruno Grenoble
<i>Mercredi 18 février</i> 20h	Atelier sur le droit du travail pour les nul.le.s, organisé par Antigone	Antigone 22 Rue des Violettes Grenoble
<i>Mardi 24 février</i> 19h30	Conférence-débat sur la gratuité des transports publics à Aubagne avec Magali Giovannangeli, ancienne élue d'Aubagne, organisé par le Collectif pour la gratuité des transports publics de l'agglomération grenobloise	Maison du Tourisme Grenoble
<i>Samedi 28 février</i>	IVe Forum National de la Désobéissance Citoyenne "Désobéir, agir citoyen?" , organisé par La Ville de Fontaine et le mensuel Les Z'Indigné(e)s	Salle Edmond Vigne Fontaine
<i>Vendredi 6 mars</i> 20h	Conférence-débat sur la situation en Syrie avec Khayat Naisse, organisée par le CIIP et les Amitiés franco-syriennes	Salle 150 Villeneuve Grenoble

Gauche Alternative mensuel des Alternatifs-Isère
ISSN 0998-84 67
n° de CPPAP : 0517 P 10 865
42 rue Saint-Laurent
38 000 Grenoble.
Tel. 04 76 24 13 31
Directeur de publication :
Jean-François Le Dizès
Tirage : 350 exemplaires
Impression : Euro-Prim 47 avenue
Alsace Lorraine
38 000 Grenoble
Courriel : 38@alternatifs.org.
Site : www.alternatifs.org/38/

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 euros

Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)

Abonnement de soutien à partir de 20 euros

Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel.

Courriel:

Ont participé à ce numéro : Jo Briant, Lena Grigoriadou, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Bernard Macret et Michel Szempruch